

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Lille, le 10 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - TD 5

Terrain de dépôt n°5
59970 Fresnes-Sur-Escaut

Références : V2.2025.219
Code AIOT : 0007005404

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2024 dans l'établissement VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - TD 5 implanté Terrain de dépôt n°5 59970 Fresnes-sur-Escaut. L'inspection a été annoncée le 03/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre des suites de la visite d'inspection du 08/02/2023 (rapport référencé V2.2023.132 transmis le 28/06/2023).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - TD 5
- Terrain de dépôt n°5 59970 Fresnes-sur-Escaut
- Code AIOT : 0007005404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

Le terrain de dépôt de déchets de sédiments n°5 est exploité par Voies Navigables de France pour accueillir les sédiments issus des opérations de dragage nécessaires à la remise en navigation du canal de Condé-Pommeroeul.

Cette exploitation est autorisée par arrêté préfectoral du 11 janvier 2013 et les arrêtés préfectoraux complémentaires des 23 octobre 2018 et 1er juillet 2020. Elle est classée sous les rubriques 2760-2-b "installation de stockage de déchets non dangereux" et 3540 "Installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3, d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes".

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Dispositions relatives aux eaux de nappe et de ruissellement extérieures	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 1.3.5.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Dispositions relatives aux eaux de nappe et de ruissellement intérieures	Arrêté Préfectoral d'autorisation du 11/01/2013 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/07/2020 article : 4.3.7.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Valeur limites d'émission des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 4.3.15	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une demande d'action corrective :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets d'eaux du site	- Arrêté Préfectoral d'autorisation du 11/01/2013 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/07/2020, - Arrêté ministériel de prescriptions générales du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets de sédiments	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		(rubriques 2760-1 et 2760-2) : applicable au 1er juillet 2016		
6	Valeur limites d'émission des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 4.3.15	2 Demandes d'actions correctives	1 mois
7	Transmission des résultats d'autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral d'autorisation du 11/01/2013 , article 8.7.3	Demande d'action corrective	1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traçabilité des terres excavées et sédiments	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	Sans objet
2	Risques chroniques, situation administrative	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 1.5.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis lors de cette visite conduisent l'inspection à maintenir sa proposition de mise en demeure de rétablir la continuité des fossés périphériques de l'installation conformément aux dispositions de l'article 1.3.5.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/01/2013 et de l'article 4.3.7.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/01/2013 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/07/2020.

Concernant l'autosurveillance des rejets des lixiviats, l'examen des documents mis à disposition conduit en outre l'inspection à maintenir sa proposition de mise en demeure de respecter les valeurs limites d'émission des rejets aqueux, les concentrations relevées étant supérieures aux valeurs prévues à l'article 4.3.15 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/01/2013.

Par ailleurs, l'inspection demande à l'exploitant de se positionner quant à l'analyse de la qualité de ses rejets aqueux et de respecter les fréquences de surveillance indiquées au point de contrôle n°5 du présent rapport et de renseigner l'outil de report obligatoire GIDAF avec ces données.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des terres excavées et sédiments

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, registre
Prescription contrôlée : <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de réception ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none">- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ; <p>c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :</p> <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ; <p>d) Concernant l'opération de traitement :</p> <ul style="list-style-type: none">- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le

cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Observation émise lors de la visite du 08/02/2023 :

Le registre transmis par courriel du 29 mars 2023 est incomplet sur les points suivants :

- la raison sociale, le numéro de SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet de sédiments (atelier de dragage),
- la raison sociale, le numéro de SIRET et l'adresse des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de réception mentionné
- le code déchet au regard de l'article R.541-7 du code de l'environnement n'est pas indiqué dans le registre,
- les codes des opérations de traitement prévues ne sont pas indiquées dans le registre,
- la précision de la section de canal du registre est insuffisante pour connaître exactement l'origine des déchets de sédiments extraits du canal,
- les rapports des analyses chimiques des sédiments en référence dans le registre ne correspondent pas tous aux prélèvements des-dits rapports.

L'inspection demande à l'exploitant de mettre en conformité son registre d'admission des déchets de sédiments, d'en améliorer la lisibilité et d'en corriger le contenu.

Constat de la visite :

L'exploitant dispose d'un outil informatique de type tableur pour assurer la traçabilité des sédiments accueillis sur le site.

Les éléments ne sont pas tous consultables sur le tableur, néanmoins, les informations non renseignées dans ce tableur ont pu être communiquées par l'exploitant.

L'inspection considère que le registre de l'exploitant est conforme aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021.

L'inspection propose de ne pas maintenir sa proposition de mise en demeure concernant la complétude du registre d'admission des déchets.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Risques chroniques, situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 1.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, situation administrative

Prescription contrôlée :

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un

délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 6 années à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du décret n° 2004-4900 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

Constats :

Constat établi lors de la visite du 08/02/2023 :

La durée de validité de l'autorisation d'exploiter est échue depuis le 11/01/2019.

L'exploitant n'a pas déposé de nouvelle demande d'autorisation pour la poursuite de l'exploitation du terrain de dépôt de déchets de sédiments.

L'exploitant a indiqué son intention de déposer un dossier de porter-à-connaissance demandant la prolongation de l'autorisation d'exploiter le terrain de dépôts de déchets de sédiments pour finaliser son exploitation.

Constat de la visite :

L'exploitant a transmis un dossier de porter-à-connaissance en préfecture du Nord le 17/07/2023 pour, notamment, demander la prolongation de la durée de l'autorisation d'exploiter le terrain de dépôt de sédiments jusque fin 2028.

L'exploitant justifie sa demande par les évolutions de la réglementation avec la parution de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 et l'obtention de l'arrêté préfectoral du 16/09/2019 portant dérogation à la protection des espèces protégées.

Cette demande fera l'objet d'un rapport d'instruction distinct du présent rapport qui établira les suites à donner à cette demande.

Avis de l'inspection :

L'inspection considère que le dossier de porter-à-connaissance déposé par l'exploitant le 17/07/2023 en préfecture du Nord est de nature à répondre à la proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmise le 28/06/2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions relatives aux eaux de nappe et de ruissellement extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 1.3.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, environnement

Prescription contrôlée :

Des dispositions doivent être prises pour éviter une alimentation latérale ou par la base des casiers par une nappe ou des écoulements de sub-surface.

Afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au site sur le site lui-même, un fossé extérieur de collecte, dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale, est mis en place, si nécessaire. Si la superficie de l'installation de stockage dépasse nettement celle de la zone à exploiter, un second fossé peut ceinturer cette dernière.

Constats :

Constat établi lors de la visite d'inspection du 08/02/2023 :

Lors de la visite, les opérations de déchargement des barges et de dépotage sont effectuées par pelle et dumper en raison de la période de gel qui ne permet pas d'utiliser le système de pompage des sédiments. Des rampes de terres aménagées permettent au dumper de monter pour déverser les déchets de sédiments dans le terrain de dépôts. Les rampes constituées recouvrent le fossé ceinturant le terrain de dépôt empêchant les eaux pluviales de s'écouler. Ces eaux peuvent constituer une alimentation latérale du casier. L'exploitant a indiqué qu'il disposait de drains prévus pour assurer la continuité des fossés et qu'il allait les mettre en place rapidement.

Par ailleurs, par courrier du 11/07/2023, l'exploitant a indiqué que la continuité des écoulements des eaux pluviales périphériques était désormais assurée.

Constat de la visite :

La rampe d'accès constatée le 08/02/2023 n'a pas été aménagée pour assurer la continuité de l'écoulement des eaux de ruissellement contrairement à ce que l'exploitant a indiqué dans son courrier du 11/07/2023.

Les fossés sont de faible dimension et la présence de végétation ne permet pas de le distinguer sur toute sa longueur.

Par courrier du 10/12/2024, l'exploitant indique cette fois : "VNF tient tout d'abord à rappeler que le positionnement des rampes est temporaire, elles seront utilisées pendant les travaux de couvertures des TD et ces matériaux seront ensuite réutilisés en fin de couvertures. Ces rampes constituées en matériaux perméables sont positionnées sur des points haut du site et fonctionnent par infiltration des eaux plutôt que par écoulement. A ce titre, elles ne constituent pas un obstacle étanche à l'écoulement des eaux pluviales circulant dans le fossé."

Constat avec suites n°1 :

Les explications performatives successives de l'exploitant ne suffisent pas techniquement à s'assurer que les eaux pluviales puissent être dirigées vers le point de rejet de l'installation en évitant la création d'une alimentation latérale ou par la base du casier.

Les nouveaux constats établis par l'inspection confirment l'écart aux dispositions réglementaires destinées à éviter toute alimentation latérale ou par la base du casier du terrain de dépôts de sédiments.

Aussi, l'inspection propose de maintenir la proposition de mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article 1.3.5.1 de l'arrêté préfectoral du 11/01/2013.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Dispositions relatives aux eaux de nappe et de ruissellement intérieures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral d'autorisation du 11/01/2013 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/07/2020 article : 4.3.7.3
Thème(s) : Risques chroniques, environnement
Prescription contrôlée : « Article 4.3.7.3 - Eaux pluviales intérieures Les eaux de ruissellement intérieures au site qui n'entrent pas en contact avec les sédiments sont collectées dans des noues en pieds de digues suffisamment dimensionnées, et dirigées vers le milieu naturel. Le réseau est équipé d'un dispositif permettant le contrôle de la qualité des eaux avant rejet. »
Constats : <u>Préalable :</u> L'inspection propose de retenir l'article 4.3.7.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/01/2013 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/07/2020 comme référentiel de la présente inspection, afin de prendre en compte la modification de la gestion des eaux pluviales demandée par l'exploitant et notamment la suppression du bassin de décantation, à la place de l'article 1.3.5.2 de l'APA du 11/01/2013 considéré lors de la visite d'inspection précédente du 08/02/2023, qui n'a pas été modifié dans le cadre de l'instruction du dossier de porter-à-connaissance et qui évoque encore la présence d'un bassin de gestion des eaux pluviales. <u>Constat établi lors de la visite d'inspection du 08/02/2023 sur les prescriptions de l'article 1.3.5.2 de l'APA du 11/01/2013 :</u> Lors de la visite, les opérations de déchargement des barges est effectuée par pelle et dumper en raison de la période de gel qui ne permet pas d'utiliser le système de pompage des sédiments. Des rampes de terres aménagées permettent au dumper de monter pour déverser les déchets de sédiments dans le terrain de dépôts. Les rampes constituées recouvrent le fossé ceinturant le terrain de dépôt empêchant les eaux pluviales de rejoindre le bassin de traitement avant rejet au milieu naturel. L'exploitant a indiqué qu'il disposait de drains prévus pour assurer la continuité des fossés et qu'il allait les mettre en place rapidement. Par ailleurs, par courrier du 11/07/2023, l'exploitant a indiqué que la continuité des écoulements des eaux pluviales périphériques était désormais assurée. <u>Constat de la visite :</u> Une nouvelle rampe d'accès en entrée de site a été aménagée en posant un drain pour assurer la continuité du fossé périphérique dans le cadre de la préparation des opérations de recouvrement du terrain de dépôt. Cependant, la rampe d'accès constatée le 08/02/2023 n'a pas été aménagée pour assurer la continuité de l'écoulement des eaux de ruissellement contrairement à ce que l'exploitant a indiqué dans son courrier du 11/07/2023. Par courrier du 10/12/2024, l'exploitant indique cette fois : "VNF tient tout d'abord à rappeler que le positionnement des rampes est temporaire, elles seront utilisées pendant les travaux de couvertures des TD et ces matériaux seront ensuite réutilisés en fin de couvertures. Ces rampes

constituées en matériaux perméables sont positionnées sur des points haut du site et fonctionnent par infiltration des eaux plutôt que par écoulement. A ce titre, elles ne constituent pas un obstacle étanche à l'écoulement des eaux pluviales circulant dans le fossé."

Constat avec suites n°2 :

Les explications performatives successives de l'exploitant ne suffisent pas techniquement à s'assurer que les eaux pluviales, non susceptibles d'être entrées en contact avec les sédiments, puissent être dirigées vers le point de rejet de l'installation via les fossés puis le dispositif de contrôle de la qualité de ces eaux avant rejet.

Compte-tenu de l'absence d'action corrective mise en place et d'éléments techniquement recevables et des nouveaux constats de la visite, l'inspection propose de maintenir la proposition de mise en demeure concernant la gestion des eaux pluviales en respectant les prescriptions de l'article 4.3.7.3 de l'arrêté préfectoral du 11/01/2013 modifié.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets d'eaux du site

Références réglementaires :

- Arrêté Préfectoral d'autorisation du 11/01/2013 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/07/2020,
- Arrêté ministériel de prescriptions générales du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets de sédiments (rubriques 2760-1 et 2760-2) : applicable au 1er juillet 2016

Thème(s) : risques chroniques, rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Article 8.6.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/01/2013

Les fréquences d'analyses du rejet des eaux du site au milieu naturel au point de rejet R1 sont définies ci-dessous :

Paramètre	Fréquence	
	Phase d'exploitation	Période de suivi
Débit	Continu	Semestrielle
pH		
Température		
Résistivité		
Matières en suspension (MeS)	Trimestrielle	
Conductivité		
Carbone organique total (COT)		
Demande chimique en oxygène (DCO)		
Demande biochimique en oxygène (DBO5)		
Azote global		
Phosphore Total		
Phénols		
Chlorures		
Sulfates		
Métaux totaux (1), dont :		

Paramètre	Fréquence	
	Phase d'exploitation	Période de suivi
Cr (dont Cr6+)		
Cd		
Pb		
Hg		
As		
Ni		
CN libres		
Fluor et composés (en F)		
Hydrocarbures totaux		
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX).		

[...]

Article 8.6.3.2 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/07/2020

Les fréquences d'analyse du rejet des lixiviats au point de mesure P1 sont définies ci-dessous :

Paramètre	Fréquence	
	Phase d'exploitation	Suivi long terme
Volume	Mensuel	Semestrielle
pH	Trimestrielle	
Température		
Résistivité		
Matières en suspension (MeS)		
Conductivité		
Carbone organique total (COT)		
Demande chimique en oxygène (DCO)		
Demande biochimique en oxygène (DBO5)		
Azote global		
Phosphore Total		
Phénols		
Chlorures		
Sulfates		
Métaux totaux (1), dont :		
Cr (dont Cr6+)		
Cd		
Pb		
Hg		
As		
Ni		
CN libres		
Fluor et composés (en F)		
Hydrocarbures totaux		
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX).		

[...]

Arrêté du 15/02/16 relatif aux installations de stockage de déchets de sédiments

Annexe III : Dispositions relatives au contrôle des eaux, des lixiviats et des gaz

1. Données relatives aux rejets :

Le prélèvement d'échantillons et les mesures (volume et composition) des lixiviats doivent être réalisés séparément à chaque point où un lixiviat est rejeté du site.

Pour les lixiviats et les eaux, un échantillon représentatif de la composition moyenne est prélevé pour la surveillance.

La fréquence des prélèvements d'échantillons et des analyses est indiquée dans le tableau ci-dessous :

Analyses	Phase d'exploitation	Période de suivi long terme (3)
1. Volume de lixiviat	Mensuellement (1) (3)	Tous les six mois
2. Composition du lixiviat (2) : pH, DCO, DBO ₅ , MES, COT, hydrocarbures totaux, chlorure, sulfate, ammonium, phosphore total, métaux totaux (Pb + Cu + Cr + Ni + Mn + Cd + Hg + Fe + As + Zn + Sn), N total, CN libres, conductivité et phénols.	Trimestriellement (3)	Tous les six mois
3. Volume et composition des eaux de ruissellement (4)	Trimestriellement (3)	Tous les six mois
[...]		

1) La fréquence des prélèvements pourra être adaptée en fonction de la morphologie de la décharge (tumulus, enterrée, etc.). Cela doit être précisé dans l'arrêté d'autorisation.

(2) En fonction de la composition des déchets de sédiments stockés, des paramètres et substances supplémentaires peuvent être analysés. Ils doivent être précisés dans l'arrêté d'autorisation et refléter les caractéristiques des déchets de sédiments en matière de lixiviation.

(3) Si l'évaluation des données indique que l'on obtient les mêmes résultats avec des intervalles plus longs, la fréquence peut être adaptée. Pour les lixiviats la conductivité doit toujours être mesurée au moins une fois par an.

(4) En fonction des caractéristiques du site de stockage, le préfet peut décider que ces mesures ne sont pas requises ; la justification doit figurer dans le rapport établi par l'inspection des installations classées sur la demande d'autorisation.

(5) L'efficacité du système d'extraction des gaz doit être vérifiée régulièrement. Les points 1 et 2 ne s'appliquent que dans les cas où les lixiviats sont recueillis.

[...]

Constats de la présente visite d'inspection du 08/11/2024

Préambule

Il est précisé à l'exploitant que les fréquences de surveillance associées à la « période de suivi » que l'arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets de sédiments caractérise désormais comme « période de suivi long terme » ne pourront être mises en œuvre qu'à compter du moment où le casier basculera en post-exploitation, soit à compter de

la date de notification à l'inspection des installations classées de l'achèvement de la couverture finale du casier. **Dans l'attente de cette couverture finale, la périodicité de la « phase d'exploitation » s'applique.**

Dans son courrier du 10/12/2024, transmis à l'issue de la visite d'inspection, l'exploitant confirme avoir pris en compte ces éléments pour le TD 5, dont la phase de réception des sédiments n'est pas terminée.

Constats

En amont de la visite, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de lui transmettre les résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux. L'exploitant a transmis le rapport semestriel n°13 des suivis environnementaux - Janvier à juin 2024 daté du 18/09/2024.

Aucun autre rapport de suivi, notamment pour l'année 2023, n'a été transmis par l'exploitant.

La visite d'inspection du 08/11/2024 a permis de faire le point sur la gestion des effluents aqueux du site, **laquelle présente des incohérences.**

En effet, historiquement l'arrêté préfectoral du 11/01/2013 réglemente 2 points de rejet :

- point de rejet interne P1 : rejet des lixiviats ;
 - point de rejet externe au milieu naturel R1 : rejet lixiviats et eaux de ruissellement en mélange.
- Chacun des 2 points présente une fréquence d'autosurveillance dédiée.

En 2020, l'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance visant notamment à adapter la fréquence d'autosurveillance du point de rejet R1 (lixiviats et eaux de ruissellement en mélange), considérant l'autosurveillance plus fréquente déjà prescrite pour les lixiviats seuls au point de rejet P1, qui constituent l'essentiel des rejets aqueux du site.

Cette instruction a abouti à un arrêté préfectoral complémentaire du 01/07/2020. Néanmoins il s'avère que cet arrêté préfectoral contient une inversion quant au numéro de l'article modifié et des prescriptions associées : l'arrêté complémentaire est venu par erreur modifier la fréquence de l'autosurveillance des lixiviats (P1 – article 8.6.3.2) et non celle du rejet des effluents en mélange (R1 – article 8.6.3.1) tel que sollicité par l'exploitant.

Dans le cadre de cette instruction, il a été également pris en considération les fréquences d'autosurveillance de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 qui sont directement opposables à l'exploitant.

Ces éléments sont repris dans le tableau ci-dessous pour une meilleure compréhension de la problématique soulevée.

Point de rejet	APA du 11/01/2013	Dossier de porter à connaissance de 2020	Arrêté ministériel du 15/02/2016	APC du 01/07/2020
P1 : lixiviats	Article 8.6.3.2 Surveillance en <u>continu</u> en phase d'exploitation : débit, pH, T°, Résistivité	Article 8.6.3.2 <u>Pas de changement sollicité</u>	Annexe III Surveillance en phase d'exploitation : Trimestrielle : pH	Article 8.6.3.2 Absence de surveillance en continu
	Article 8.6.3.2	Article 8.6.3.2	Annexe III	Article 8.6.3.2

	Surveillance <u>mensuelle</u> en phase d'exploitation : cf. listes paramètres	<u>Pas de changement sollicité</u>	Surveillance en phase d'exploitation : - mensuelle : volume de lixiviats rejetés - trimestrielle : cf. listes paramètres dont ammonium	Surveillance : - mensuelle : volume rejeté - trimestrielle : cf. listes paramètres (+ manque ammonium)
R1 : lixiviats et eaux de ruissellement en mélange	Article 8.6.3.1 Surveillance <u>en continu</u> en phase d'exploitation : débit, pH, T°, Résistivité	Article 8.6.3.1 Surveillance <u>trimestrielle</u> sollicitée		Article 8.6.3.1 Surveillance en continu maintenue
	Article 8.6.3.1 Surveillance <u>trimestrielle</u> en phase d'exploitation : cf. listes paramètres	Article 8.6.3.1 <u>Pas de changement sollicité</u>		Article 8.6.3.1 Surveillance trimestrielle maintenue
Eaux de ruissellement			Annexe III Surveillance en phase d'exploitation : - trimestrielle : Volume rejeté	Absence de suivi des volumes rejetés

En rouge : prescription inadaptée à modifier par APC

En vert : prescription adaptée

Compte tenu de ce contexte, un arrêté préfectoral complémentaire rectificatif sera prochainement proposé par l'inspection à M. le Préfet dans un rapport distinct.

Malgré cette erreur, l'examen du rapport semestriel n°13 des suivis environnementaux - Janvier à juin 2024 daté du 18/09/2024 transmis par l'exploitant montre qu'il a intégré ses obligations d'autosurveillance de la façon suivante (cf. p23 du document) :

- surveillance en continu réalisée au niveau du canal Venturi du point P1 ;
- surveillance périodique trimestrielle aux points de rejet P1 et R1.

Globalement les obligations d'autosurveillance identifiées par l'exploitant sont donc cohérentes avec son dossier de porter à connaissance de 2020 et les obligations prescrites par l'arrêté ministériel du 15/02/2016, **à l'exception** :

- **de la fréquence de surveillance trimestrielle des lixiviats (P1) qui devrait être mensuelle ;**
- **l'absence de suivi des volumes rejetés d'eau de ruissellement.**

Par ailleurs les constats réalisés lors de cette visite d'inspection mettent en évidence que les obligations d'autosurveillance identifiées par l'exploitant ne sont en réalité pas totalement mises en œuvre.

La suite du rapport détaille les écarts entre le suivi mis en place, et rappelle les obligations réglementaires de l'exploitant en matière d'autosurveillance des différents points de rejet.

A - Surveillance en continu : lixiviats (P1)

L'examen du rapport semestriel n°13 des suivis environnementaux - Janvier à juin 2024 daté du 18/09/2024 met en évidence un suivi en continu des rejets au point P1 sur les paramètres débit, pH, température et conductivité sur la période comprise **entre le 17/04/2024 et le 30/06/2024. Aucune donnée n'est disponible entre le 04/10/2023 et le 16/04/2024.**

L'exploitant a indiqué avoir été victime d'un vol du matériel de suivi en continu :

- en décembre 2023, matériel remplacé en mars 2024 ;
- en octobre 2024, expliquant **l'absence de surveillance en continu constaté le jour de la visite d'inspection.**

Dans son courrier du 10/12/2024, transmis à l'issue de la visite d'inspection, l'exploitant propose :

- de porter, en dehors des périodes de remplissage des casiers, le suivi de ces paramètres à un rythme trimestriel, synchronisé avec les campagnes de prélèvement des rejets, afin d'éviter la mise en place de matériel pour lequel le risque de vol est très élevé ;
- d'installer une nouvelle instrumentation de suivi en continu en périodes actives de remplissage, pendant lesquelles la présence sur site est assurée de manière régulière permettant de limiter les risques de vandalisme ,
- de formaliser la demande au travers d'un dossier de porter à connaissance.

Cette approche n'est pas acceptable dans la mesure où l'adaptation d'une fréquence de surveillance (allègement) n'est envisageable que lorsque les VLE sont respectées et ce de façon pérenne. Or il est mis en évidence (cf. point de contrôle n°6 dédié) que les lixiviats ne respectent pas les VLE imposées.

La surveillance en continu au niveau du point P1 doit être réalisée par l'exploitant.

Cf. tableau récapitulatif ci-dessous.

B - Surveillance périodique : lixiviats (P1)

L'examen du rapport semestriel n°13 des suivis environnementaux - Janvier à juin 2024 daté du 18/09/2024 met en évidence :

- **un unique rapport d'analyse des rejets sur le premier semestre 2024 (prélèvement réalisé le 08/07/2024).** L'exploitant a indiqué avoir mise en œuvre la fréquence de surveillance associée à la « période de suivi » de son arrêté préfectoral (semestrielle), compte tenu de l'absence d'apport de sédiments. **La fréquence de surveillance mensuelle, telle que prévue dans le dossier de porter à connaissance de 2020, n'est pas respectée ;**
- le suivi des paramètres réglementés, **à l'exception du paramètre ammonium** (prescrit par l'arrêté ministériel du 15/02/2016).

Dans son courrier du 10/12/2024, transmis à l'issue de la visite d'inspection, l'exploitant s'est engagé :

- à rétablir une surveillance trimestrielle de ses rejets ; Cependant l'inspection rappelle que la

périodicité doit être mensuelle, au regard de l'arrêté initial d'autorisation et du dossier de porter à connaissance de 2020 ;
- à intégrer le paramètre ammonium dans son programme de surveillance.

La surveillance au niveau du point P1 doit être réalisée par l'exploitant de façon mensuelle et sur l'ensemble des paramètres réglementés.

Cf. tableau récapitulatif ci-dessous.

C- Surveillance périodique : lixiviats et eaux de ruissellement en mélange (R1)

L'examen du rapport semestriel n°13 des suivis environnementaux - Janvier à juin 2024 daté du 18/09/2024 met en évidence qu'aucune analyse n'est présentée pour le point R1. **La surveillance des effluents au point R1 n'est pas réalisée.**

Dans son courrier du 10/12/2024, transmis à l'issue de la visite d'inspection, l'exploitant n'aborde pas cet aspect.

La surveillance au niveau du point R1 doit être réalisée par l'exploitant de façon trimestrielle.

Cf. tableau récapitulatif ci-dessous.

D- Surveillance périodique : eaux de ruissellement

Le suivi des volumes rejetés d'eau de ruissellement imposé par l'arrêté ministériel du 15/02/2016 n'est pas réalisé et doit être mis en place.

Cf. tableau récapitulatif ci-dessous.

Dans l'attente d'un arrêté préfectoral complémentaire venant corriger celui de 2020, il est demandé à l'exploitant les actions correctives suivantes :

Faits avec demande d'action corrective n°1 : La surveillance des effluents aqueux du site doit être réalisée conformément au dossier de porter à connaissance de 2020 ainsi qu'aux dispositions de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, à savoir :

Paramètre	Fréquence en période d'exploitation		
	P1 : Lixiviats	R1 : lixiviats et eaux de ruissellement en mélange	Eaux de ruissellement
Débit	Continue	Trimestrielle	
pH	Continue	Trimestrielle	
Température	Continue	Trimestrielle	
Résistivité	Continue	Trimestrielle	
Volume	Mensuelle	Trimestrielle	Trimestrielle
Matières en suspension (MeS)	Mensuelle	Trimestrielle	
Conductivité	Mensuelle	Trimestrielle	
Carbone organique total (COT)	Mensuelle	Trimestrielle	
Demande chimique en oxygène (DCO)	Mensuelle	Trimestrielle	
Demande biochimique en	Mensuelle	Trimestrielle	

Paramètre	Fréquence en période d'exploitation		
	P1 : Lixiviats	R1 : lixiviats et eaux de ruissellement en mélange	Eaux de ruissellement
oxygène (DBO5)			
Azote global	Mensuelle	Trimestrielle	
Phosphore Total	Mensuelle	Trimestrielle	
Phénols	Mensuelle	Trimestrielle	
Chlorures	Mensuelle	Trimestrielle	
Sulfates	Mensuelle	Trimestrielle	
Métaux totaux dont :	Mensuelle	Trimestrielle	
Cr (dont Cr6+)	Mensuelle	Trimestrielle	
Cd	Mensuelle	Trimestrielle	
Pb	Mensuelle	Trimestrielle	
Hg	Mensuelle	Trimestrielle	
As	Mensuelle	Trimestrielle	
Ni	Mensuelle	Trimestrielle	
CN libres	Mensuelle	Trimestrielle	
Fluor et composés (en F)	Mensuelle	Trimestrielle	
Hydrocarbures totaux	Mensuelle	Trimestrielle	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX).	Mensuelle	Trimestrielle	
Ammonium	Trimestrielle	-	

L'inspection précise que les cadres GIDAF (cf. point de contrôle n°7) permettant la transmission des résultats d'autosurveillance des effluents ont été créés selon ces fréquences.

Demande :

Dans un délai maximum de 30 jours, l'exploitant procédera à la surveillance périodique des rejets d'effluents conformément au dossier de porter à connaissance de 2020 ainsi qu'aux dispositions de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, selon les fréquences rappelées ci-avant.

Dans un délai maximum de 2 mois, l'exploitant procédera à la surveillance en continu des rejets d'effluents au point P1 conformément au dossier de porter à connaissance de 2020.

Type de suites proposées : avec suites

Proposition de suites : demande d'action corrective

N° 6 : Valeur limites d'émission des rejets aqueux

Référence réglementaire :

Arrêté Préfectoral d'autorisation du 11/01/2013 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/07/2020

Thème(s) : risques chroniques, rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Article 4.3.12.1

L'exploitant est tenu de respecter au point R1 défini à l'article 4.3.8.1., avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : R1

Débit de référence	Maximal : 1175 m ³ /j	Moyen journalier : 700 m ³ /j		Moyen mensuel : 15321 m ³ /mois
Paramètres	Concentration maximale	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j) ou flux maximal spécifique	Flux moyen mensuel (kg/j) ou flux spécifique moyen mensuel
Matières en suspension (MeS)	35	35	24,5	17,87
pH	Entre 6,5 et 8,5	Entre 6,5 et 8,5		
Température	< 30 °C	< 30 °C		
Conductivité	2000 µS	2000 µS		
Carbone organique total (COT)	70	70	49	35,75
Demande chimique en oxygène (DCO)	40	40	28	20,43
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	10	10	7	5,11
Azote global	15	15	10,5	7,66
Phosphore Total	10	10	7	5,11
Phénols	0,1	0,1	0,07	0,05
Chlorures	200	200	140	102,14
Sulfates	250	250	175	127,68
Métaux totaux (1), dont :	15	15	10,5	7,66
Cr (dont Cr6+)	0,1	0,1	0,07	0,05
Cd	0,2	0,2	0,14	0,1
Pb	0,5	0,5	0,35	0,26
Hg	0,05	0,05	0,04	0,03
As	0,1	0,1	0,07	0,05
Ni	0,05	0,05	0,04	0,03
Fluor et composés (en F)	15	15	10,5	7,66
CN libres	0,1	0,1	0,07	0,05
Hydrocarbures totaux	5	5	3,5	2,55
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX).	1	1	0,7	0,51

[...]

Article 4.3.15

L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites en concentration définies ci-après et concernant la qualité des lixiviats au point de mesure P1 défini à l'article 4.3.9.2.1. :

Débit maximum journalier : 1175 m³/j

Paramètres	Concentrations (en mg/l sauf spécification contraire)
Matières en suspension (MeS)	35
pH	Entre 6,5 et 8,5
Température	< 30 °C
Conductivité	2000 µS
Carbone organique total (COT)	70
Demande chimique en oxygène (DCO)	40

Paramètres	Concentrations (en mg/l sauf spécification contraire)
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	10
Azote global	15
Phosphore Total	10
Phénols	0,1
Chlorures	200
Sulfates	250
Métaux totaux (1), dont :	15
Cr (dont Cr6+)	0,1
Cd	0,2
Pb	0,5
Hg	0,05
As	0,1
Ni	0,05
CN libres	0,1
Fluor et composés (en F)	15
Hydrocarbures totaux	5
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX).	1

(1) Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants: Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al

Article 4.3.9.2

[...]

Point de mesure interne : P1

Débit maximal journalier : 1175 m³/h

débit maximum horaire : 49 m³/h

[...]

Constats de la visite d'inspection précédente du 08/02/2023

Une proposition de mise en demeure de respecter les valeurs limites réglementaires a été formulée.

Constats de la présente visite d'inspection du 08/11/2024

En amont de la visite, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de lui transmettre les résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux. L'exploitant a transmis le rapport semestriel n°13 des suivis environnementaux - Janvier à juin 2024 daté du 18/09/2024.

Aucun autre rapport de suivi, notamment pour l'année 2023, n'a été transmis par l'exploitant.

Ce rapport est peu lisible, confus et ne permet pas une compréhension satisfaisante des suivis réalisés. En particulier et pour ce qui concerne exclusivement les rejets aqueux (les résultats des autres suivis environnementaux n'ont quant à eux pas été examinés) :

- le rapport est commun aux terrains de dépôts n°5, 13, 101. L'inspection rappelle que chaque rapport de suivi doit être établi pour chacun des terrains de dépôt ;
- il comporte 866 pages dont par exemple 180 pages pour les résultats horaires détaillés de la surveillance en continu menée depuis 2021 pour le TD 5 ;
- les certificats d'analyses communs aux 3 terrains de dépôt sont reproduits 3 fois ;
- les données nécessaires à l'interprétation des résultats ne sont pas présentées :

- absence de rappel des prescriptions opposables, et notamment de l'arrêté préfectoral du 11/01/2013 modifié mais également de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 ;
- pour la surveillance périodique : absence de comparaison aux VLE en flux et en concentration, absence de compilation des résultats de la surveillance périodique dans le temps (tableau de synthèse, graphique), ;
- pour la surveillance en continu : la comparaison aux VLE est en revanche réalisée sous forme de graphique qui permet une bonne lisibilité.

- les résultats des mesures comparatives ne sont pas interprétées.

1 - Prise en compte des VLE opposables

Surveillance en continu : lixiviats (P1)

L'examen du rapport semestriel n°13 des suivis environnementaux - Janvier à juin 2024 daté du 18/09/2024 transmis par l'exploitant met en évidence :

- un suivi en continu des rejets au point P1 sur les paramètres débit, pH, température et conductivité sur la période comprise **entre le 17/04/2024 et le 30/06/2024. Aucune donnée n'est disponible entre le 04/10/2023 et le 16/04/2024 compte tenu du vol du matériel, réitéré en octobre 2024 et non remplacé depuis ;**
- **le débit maximum considéré par l'exploitant lorsque le matériel était en place est de 1 394 m³/j alors que l'arrêté préfectoral modifié du site n'autorise qu'un débit maximum journalier de 1 175 m³/j ;**
- **l'analyse de conformité au débit maximum horaire (49 m³/h) n'est pas réalisée par l'exploitant alors que les données sont disponibles ;**
- les autres VLE opposables sont bien considérées.

Faits avec demande d'action corrective n°2: Dans le cadre de la surveillance en continu des lixiviats (P1), l'exploitant doit se positionner quant à la conformité des effluents vis-à-vis de toutes les VLE opposables.

Surveillance périodique : lixiviats (P1)

L'examen du rapport semestriel n°13 des suivis environnementaux - Janvier à juin 2024 daté du 18/09/2024 transmis par l'exploitant met en évidence que les résultats de la surveillance des rejets au point P1 (tableau de synthèse p583 et bordereau d'analyses p586 et suivantes) sont exprimées en concentration, **ne permettent pas d'établir la conformité des effluents faute de comparaison aux VLE imposées, ni la pertinence de l'interprétation des résultats réalisés p23 et suivantes du document.**

Dans son courrier du 10/12/2024, transmis à l'issue de la visite d'inspection, l'exploitant s'est engagé :

- à ajouter les VLE sur les tableaux de résultats ;
- à transmettre le rapport de suivi revu au plus vite.

A la date de rédaction du présent rapport, aucun élément n'a été transmis à l'inspection des installations classées.

Faits avec demande d'action corrective n°3 : Dans le cadre de la surveillance périodique des lixiviats (P1), l'exploitant doit explicitement comparer les résultats d'analyse aux VLE opposables afin de se positionner quant à la conformité des effluents.

Surveillance périodique : lixiviats et eaux de ruissellement en mélange (R1)

La surveillance des effluents au point R1 n'est pas réalisée.

La prise en compte des VLE opposables ne peut à ce stade être appréciée.

Ce constat a fait l'objet d'une demande d'action corrective (cf. point de contrôle 5).

2 - Respect des VLE

Surveillance en continu : lixiviats (P1)

L'examen du rapport semestriel n°13 des suivis environnementaux - Janvier à juin 2024 daté du 18/09/2024 transmis par l'exploitant ne met pas en évidence de dépassements des VLE sur la période comprise entre le 17/04/2024 et le 30/06/2024. Aucune donnée n'est disponible entre le 04/10/2023 et le 16/04/2024 compte tenu du vol du matériel, réitéré en octobre 2024 et non remplacé depuis.

En revanche la fiabilité de la mesure en continu interroge.

En effet les résultats montrent que les effluents au point P1 présentent, entre 2021 et fin 2023, une conductivité s'établissant globalement aux alentours de 2000 μS . En revanche, le matériel ayant été volé puis remplacé, la conductivité dès la remise en service du matériel en avril 2024, montre une valeur beaucoup plus faible autour de 500/600 μS .

Ces interrogations se confirment à la lecture des résultats d'analyse ponctuelle réalisée par le laboratoire accrédité EUROFINs le 08/07/2024 qui font état d'une conductivité à 2720 μS alors que les effluents auraient, selon les résultats de la surveillance en continu, présenté une conductivité beaucoup plus basse sur tout le mois de juin 2024. Les résultats de la mesure en continu du 08/07/2024 ne sont quant à eux pas présentés dans le rapport.

Les mesures ponctuelles du 08/07/2024 sont à utiliser dans le cadre des exigences réglementaires relatives aux mesures comparatives (article 8.5.2 de l'arrêté préfectoral) afin de les confronter aux résultats de la mesure en continu et s'assurer de la représentativité des valeurs mesurées en continu.

Surveillance périodique : lixiviats (P1)

L'examen du rapport semestriel n°13 des suivis environnementaux - Janvier à juin 2024 daté du 18/09/2024 transmis par l'exploitant **met en évidence des dépassements des VLE sur l'unique prélèvement réalisé le 08/07/2024.**

Afin d'illustrer la récurrence des dépassements, l'inspection a également fait figurer les résultats des 3 derniers rapports d'autosurveillance que l'exploitant a communiqués à l'inspection à l'occasion de la visite du site en 2022.

Date du prélèvement	15/06/22	12/10/2022	14/12/2022	2023	08/07/2024	VLE
conductivité	1950 μS	2410 μS	2390 μS	Résultats non transmis	2720 μS	2000 μS
MES (mg/l)	22	37	52		70	35
Azote global (mg/l)	56,4	88,8	61,6		71	15
Métaux totaux (mg/l)	7,31	19,2	15,7		25,4	15
DCO (mg/l)	110	127	105		101	40
Sulfates (mg/l)	278	618	655		107	250

En gras : dépassement de la VLE

En gras souligné : dépassement supérieur à 2 fois la VLE

Constats avec suites n°3 : Les rejets d'effluents au point P1 ne sont pas conformes aux valeurs limites réglementaires prévues à l'article 4.3.15 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/01/2013.

L'exploitant indique dans son rapport que :

- au regard du débit moyen journalier très faible, le dépassement de la conductivité peut être considéré comme négligeable dans le flux général rejeté à l'aval du bassin de lixiviats ;
- au regard du débit journalier moyen rejeté sur la période concernée par le rapport et du débit maximal autorisé de 1175 m³/j, le flux journalier rejeté en polluant (kg/j) est inférieur au seuil maximal autorisé. Aucune action n'est donc à prendre de ce côté.

Cette interprétation est particulièrement erronée dans la mesure où :

- la conformité des effluents doit s'apprécier tant en concentration et qu'en flux dès lors que l'arrêté préfectoral les réglemente,
- le point P1 n'est réglementé qu'en concentration et non en flux.

Le traitement des rejets aqueux est insuffisant et les dépassements récurrents des valeurs limites d'émission de ces rejets nécessitent la mise en place d'actions correctives.

Dans son courrier du 10/12/2024, transmis à l'issue de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué mis en place la stratégie suivante :

« Fermeture de la vanne en sortie de bassin vers le milieu naturel (fait le 06/12/2024 [...]).

Après un délai de 2 semaines suivant la fermeture des vannes, une nouvelle analyse sera réalisée ;

Selon les résultats obtenus, les eaux seront soit renvoyées vers le casier de stockage soit rejetées vers le milieu naturel.

Cette stratégie sera répétée tant que les valeurs obtenues ne respecteront pas les valeurs fixées par l'Arrêté.

En anticipation du cas où les résultats d'analyse mettraient durablement en évidence des résultats non conformes, VNF lancera début 2025 des opérations de sourcing visant à identifier les solutions de traitement sur site. »

A la date de rédaction du présent rapport, aucun élément n'a été transmis à l'inspection des installations classées.

Les modalités de gestion mises en œuvre par l'exploitant demandent à être précisées et notamment un renforcement de l'autosurveillance en période de rejet apparaît indispensable (surveillance hebdomadaire ?) afin de s'assurer de la maîtrise des émissions et de conditionner la fermeture de la vanne.

L'inspection maintient sa proposition de mettre en demeure l'exploitant de respecter les VLE au point de rejet P1.

Surveillance périodique : lixiviats et eaux de ruissellement en mélange (R1)

La surveillance des effluents au point R1 n'est pas réalisée.

La conformité des rejets aux VLE opposables ne peut à ce stade être appréciée.

Ce constat a fait l'objet d'une demande d'action corrective (cf. point de contrôle n°5).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte-tenu des dépassements constatés sur les seules données disponibles pour le suivi de la qualité des rejets aqueux, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les valeurs limites d'émission des rejets aqueux prévues à l'article 4.3.15 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/01/2013 modifié.

En outre, dans un délai maximum de 30 jours, l'exploitant transmettra un rapport revu et corrigé relatif à la surveillance des rejets aqueux du site comportant tous les éléments d'appréciation et d'interprétation nécessaires détaillés ci-avant. Ce rapport devra couvrir a minima :

- toute l'année 2024 désormais achevée pour laquelle l'exploitant doit disposer des résultats pour le second semestre ;
- toute l'année 2023 compte tenu de l'absence de transmissions à l'inspection des installations classées des résultats d'autosurveillance des rejets aqueux pour cette période (cf. point de contrôle 5).

Type de suites proposées : avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect des prescriptions

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Transmission des résultats d'autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire :

Arrêté Préfectoral d'autorisation du 11/01/2013, article 8.7.3

Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance

Prescription contrôlée :

Article 8.7.3. Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance des rejets aqueux

Les résultats des mesures réglementaires du mois N sont saisis sur le site de télé déclaration (GIDAF) du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet, et sont transmis par voie électronique avant la fin du mois N+1, avec les commentaires utiles sur les éventuels écarts par rapport aux valeurs limites et sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, dans les champs prévus à cet effet par le logiciel.

Si l'exploitant n'utilise pas la transmission électronique via le site GIDAF susvisé, il est tenu dans ce cas de transmettre par écrit avant le 10 du mois N+1 à l'inspection des installations classées un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses réglementairement imposées du mois N. Ce rapport devra traiter au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts) et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Constats :

La visite d'inspection du 08/11/2024 a permis de constater que :

Faits avec demande d'action corrective n°4 : L'exploitant ne transmet aucun de ses résultats d'autosurveillance des rejets aqueux :

- absence de transmission des résultats de la surveillance en continu qu'il mène ;
- absence de transmission des résultats des campagnes de surveillance périodiques qu'il mène ;
- absence de transmission des rapports de suivis environnementaux qu'il établit.

Sur demande de l'inspection des installations classée et en amont de la visite, l'exploitant a transmis le rapport semestriel n°13 des suivis environnementaux - Janvier à juin 2024 daté du 18/09/2024, qui inclut les résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux.

Aucun autre rapport de suivi, notamment pour l'année 2023, n'a été transmis par l'exploitant.

La visite d'inspection a permis de mettre en évidence que les cadres GIDAF permettant à l'exploitant de télédéclarer son autosurveillance n'étaient pas opérationnels.

L'inspection des installations classées a procédé à la création de ce cadre.

L'inspection précise que les cadres GIDAF ont été créés en tenant compte de la fréquence de surveillance qu'il a été demandé à l'exploitant de respecter (cf. point de contrôle n°5) dans l'attente d'un arrêté préfectoral complémentaire venant corriger celui de 2020.

Les résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux devront désormais être transmis via la plateforme GIDAF.

L'inspection rappelle à l'exploitant que la transmission des résultats d'autosurveillance :

- doit se faire dans les délais réglementaires, et notamment mensuel pour la surveillance en continu ;
- doit présenter l'analyse de conformité et l'interprétation des résultats ;
- doit présenter les causes de dépassements constatés, ainsi que les actions correctives immédiates mises en œuvre pour y remédier et les actions préventives mises en place, ou prévues selon un échéancier à détailler, pour éviter que ces dépassements ne se renouvellent.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Rappel de la demande formulée au point de contrôle n°6 :

Dans un délai maximum de 30 jours, l'exploitant transmettra un rapport revu et corrigé relatif à la surveillance des rejets aqueux du site comportant tous les éléments d'appréciation et d'interprétation nécessaires détaillés ci-avant. Ce rapport devra couvrir a minima :

- toute l'année 2024 désormais achevée pour laquelle l'exploitant doit disposer des résultats pour le second semestre ;
- toute l'année 2023 compte tenu de l'absence de transmissions à l'inspection des installations classées des résultats d'autosurveillance des rejets aqueux pour cette période (cf. point de contrôle n°6).

Dans un délai maximum de 30 jours, l'exploitant définira les modalités d'organisation et les mettra en place afin de satisfaire aux obligations de transmission via la plateforme GIDAF.

Type de suites proposées : avec suites

Proposition de suites : demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois